COMPTE RENDU
Réunion du 10 novembre au Ministère de la Culture
mobilisations des écoles de la Culture

Par les élu·es étudiant·es CNESERAC et délégation des ENSA-P, fait le 16 novembre 2026.

Objectifs et enjeux de la réunion

Pour rappel, le Ministère de la Culture (DGDCER) a convié une délégation des étudiant·es des ENSA-P le 26 octobre[1] et l'ensemble des élu·es étudiant·es CNESERAC de l'ESC (architecture-paysage, arts plastiques et design, cinéma et audiovisuel, patrimoine, spectacle vivant) le 27 octobre 2026[2]. Une suite a été donnée le mardi 10 novembre sous le même format.

Étaient présents l'équipe de la DGDCER : Sébastien Chevalier, Caroline Lecourtois, Amina Sellali, Antoine Austruit. La ministre Catherine Pégard n'était pas présente, contrairement à ce qui avait été demandé. La directrice générale Isabelle Chardonnier et la conseillère chargée de l'éducation artistique et culturelle, de l'enseignement et des territoires Juliette Guépratte n'étaient pas présentes contrairement à la dernière fois.

Cette troisième rencontre a permis de **réaffirmer** notre implication et **soutien aux mouvements lycéen et étudiant**. Nous avons **déploré** l'escalade des **mesures violentes prises à l'encontre de la jeunesse** et le manque de réponses de la part du gouvernement.

Synthèse

Nous avons poursuivi les demandes autour des 9 urgences. 3 de ses urgences ont pu être correctement traitées, et nous avons de nouveau insisté sur les moyens budgétaires, la démocratie étudiante, la réforme du cadre pédagogique.

Interrogé sur notre absence des discussions organisées à Matignon, le ministère a expliqué celle-ci par l'absence d'une organisation de représentation étudiante (ORE) spécifiquement constituée pour les écoles supérieures de la culture. Il a également indiqué que ces discussions relevaient principalement des compétences du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Éducation nationale.

Le ministère défend une légère hausse des crédits pour les écoles et le numérique, mais refuse tout engagement chiffré tant que le budget n'est pas adopté. Face aux revendications étudiantes, il renvoie à une enquête en cours pour identifier les priorités et répondre aux urgences, dans un contexte budgétaire contraint. Nous avons de nouveau dénoncé un budget insuffisant et demandé des mesures concrètes.

À l'issue de cette rencontre, **le ministère a continué l'écoute des revendications. Il n'y a pas de réponses concrètes** mais un travail de concertation, d'état des lieux et de solution est en cours selon le ministère. Il semble pertinent de poursuivre les débats spécifiques dans les GT/CES dédiés.

Nous maintenons la nécessité pour toutes les écoles de la Culture à **poursuivre leur mobilisation** pour que la cause de la culture soit entendue.

La prochaine échéance est prévue **d'ici une quinzaine de jours**, au Ministère de la Culture, pour poursuivre ses échanges. Nous estimons que nos revendications n'ont, au bout de 3 rencontres, reçues peu de réponses concrètes. Compte tenu de cet immobilisme, nous **demandons la présence de la Ministre de la Culture** à cette prochaine réunion, sans quoi la délégation ne pourrait répondre présente.

Représentant·es nationaux des étudiant·es des écoles de la Culture (CNESERAC)
et la délégation étudiante des ENSA-P.

---

[1] Réunion MC mobilisations ENSA-P - 26 oct. 2026.pdf
[2] Rencontre MC x CNESERAC mobilisations - 27 oct. 2026.pdf

Les 9 urgences :

Urgence budgétaire et humaine : donner aux écoles les moyens humains et financiers nécessaires à leurs missions.
Urgence démocratique : garantir une véritable représentation étudiante dans les écoles et au ministère.
Urgence pédagogique et professionnelle : réformer les formations pour répondre aux transformations des métiers et de la société.
Urgence spécifique à des établissements : garantir la présence d'écoles de l'ESC dans l'ensemble du territoire.
Urgence d'accès à l'enseignement : garantir l'égalité d'accès aux formations et mettre fin aux sélections discriminantes.
Urgence sanitaire et sociale : faire de la santé et de la lutte contre les violences une priorité nationale.
Urgence d'insertion : sécuriser l'insertion professionnelle et lutter contre la précarité des jeunes diplômé·es.
Urgence de la recherche : donner à la recherche dans les écoles de la culture les moyens de se développer.
Urgence d'égalité entre l'université (MESR) et les écoles de la Culture (MC)